

Déprovincialiser le projet québécois

samedi 19 octobre 2019, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 3 septembre 2019).

Depuis longtemps, les diverses factions bourgeoises du Québec ont conclu que la souveraineté n'était ni souhaitable ni réalisable, du fait qu'elle transporte des contradictions qui menacent la stabilité du capitalisme québécois et canadien.

Cependant, il importe que ce capitalisme « made in Quebec » maintienne une certaine autonomie bien qu'il soit de plus en plus inséré dans le capitalisme globalisé qui prévaut au Canada, en Amérique du Nord et dans le monde. Avec cela, le chemin est tracé pour reconstruire un bloc social autour d'un projet défensif, axé sur la protection de l'autonomie québécois. L'astuce est alors de moderniser le dispositif mis en place par Duplessis à l'époque : défense inconditionnelle des « intérêts du Québec » pour entraver l'action fédérale qui vise à centraliser davantage la structure fédérative, adhésion au cadre politique canadien et aux impératifs économiques du capitalisme nord-américain, politiques discriminatoires visant les minorités et les migrants, opposition aux mouvements populaires et à leurs causes sociales et environnementales, promotion d'une idéologie de la « conservation » et des « traditions » plus ou moins décrétées. C'est ce « cocktail » qui est mis progressivement en place par le gouvernement de la CAQ et son redoutable chef et stratège, François Legault.

La modernisation risquée du nationalisme

Le risque pour Legault, c'est de ne pas pouvoir réorganiser le nationalisme. Il bénéficie cependant d'un contexte favorable avec ce qui semble être du côté du PQ un déclin irréversible, en tout cas sur le plan quantitatif. Le délitement des appareils, le vieillissement des cadres, la perte d'influence et d'attractivité, laissent présager que l'histoire du long déclin de l'Union nationale est en train de se répéter. On pourrait penser que tout cela va bénéficier à la CAQ. Mais la comparaison a ses limites. L'attractivité du projet souverainiste venait d'un vent de changement, d'un élan générationnel autour de ce qui se présentait comme un grand projet. Des dizaines de milliers de personnes, principalement des diverses factions de la petite bourgeoisie, mais également des couches populaires, ont littéralement projeté le PQ au pouvoir. En comparaison, la CAQ est une structure passive, sans membership actif, avec un noyau de cadres au service du chef, avec un ancrage social faible, au point où plusieurs candidats de la CAQ ont été élus sans être connus dans leur propre comté. Le vote pour la CAQ a été un vote par défaut, exprimant le mécontentement face à la gouvernance corrompue du Parti Libéral, et en grande partie détachée d'un projet péquiste en mille miettes. Dans ce contexte, le gouvernement de la CAQ a davantage à attiser la polarisation en cours qui fait des immigrants des boucs-émissaires parfaits. Ce n'est certes pas un hasard que les trois principales initiatives législatives réalisées depuis l'élection d'octobre 2018 visent à restreindre les droits des immigrants. On voit bien que la manipulation des thèmes racistes et exclusivistes définissant un « nous » contre les « autres », qui avait bien servi les architectes de la grande noirceur au Québec, a de l'avenir.

Québec Solidaire et la recomposition de la scène politique

Avec QS, la question de l'indépendance s'est en partie décomplexée, redéfinie autour d'un projet de

société en phase avec les grands enjeux contemporains, ceux de l'écologie, du féminisme, de l'altermondialisme. Certes, le pari reste de développer un projet contre-hégémonique, capable de rallier une masse critique de personnes pour une transformation en profondeur dont les contours demeurent encore flous. Pour cause, QS a évacué le mot de « socialisme » de son discours officiel. C'est probablement la seule option sensée, considérant le « trou noir » dans lequel sont tombés les projets socialistes des décennies antérieures. Il reste quand même à structurer une proposition de transition élaborée, au-delà d'une contre-image d'une formation non entachée par les magouilles, la politicaillerie, l'hypocrisie permanente d'un monde politique pourri. Certes, ce ras-le-bol de masse contre les partis dits traditionnels a bien servi notre cause, mais les avancées sont fragiles et un retournement de sens pourrait rapidement survenir. Dans la politique, on avance ou on recule, on ne reste jamais là où l'on est.

Quel pays pour qui et pourquoi ?

Une priorité est de mener une lutte sans merci contre le virage identitariste, xénophobe et islamophobe, qui domine. C'est risqué, d'autant plus que cela va attirer beaucoup de critiques et de peurs, bien alimentées par les médias-poubelles, parfois relayées par la frange amère et hargneuse du nationalisme péquiste. Mais il faut courir ce risque. Il n'y aura jamais de recomposition d'un projet de société sans miser sur la convergence, l'inclusivité, l'intégration d'une société de plus en plus multiple et diversifiée. Certes, il ne s'agit pas de tomber dans le piège des politiques ghettoïsées de l'État fédéral (le dit multiculturalisme), car il faut insister sur le vivre ensemble, sur une citoyenneté reconstruite autour d'une nouvelle gouvernamentalité, à des années-lumière de la pseudo démocratie libérale. Dans ce sens, QS doit sortir de l'enfermement de la vision étatico-centrée et centralisatrice, et aller beaucoup plus loin dans la participation, la démocratie par en bas, le municipalisme, ce qui a été évoqué à divers moments des mobilisations populaires un peu partout dans le monde. Le projet doit être de construire un espace pluri-national, en reconnaissance non seulement de la diversité, mais également du fait, fondamental, que le territoire appartient également aux premiers peuples qui ont été subjugués par le colonialisme. Autre défi parallèle, le projet de pays doit intégrer une dimension continentale et internationaliste. La géographie, l'histoire et plein d'autres facteurs nous obligent à nous insérer dans le contexte canadien et nord-américain. On est alors forcés de considérer une stratégie plus vaste, plus complexe. L'émancipation du Québec remet en question un édifice qui est une prison enfermant les peuples et les communautés.

Se transformer soi-même pour transformer le monde

C'est une lutte prolongée, difficile, pleine d'embûches, qui se pose devant l'émergence d'un nouveau projet. Il n'y aura pas de raccourci, pas de « quick fix ». Les stratégies et les tactiques astucieuses, appuyée par des méthodologies éprouvées (notamment en matière de communication) seront nécessaires, mais insuffisantes. Il faudra bâtir ce projet comme un grand mouvement, rassembleur, inclusif. QS doit être comme une ruche bourdonnante, et non comme un appareil asséché, pseudo-professionnalisé, traversé par d'incessantes et ridicules luttes d'égos surdimensionnés. QS doit être en somme un antiparti, un animal politique d'un genre nouveau où s'investissent des parcours diversifiés, pour avancer, donc pour gagner, dans un monde étouffé qui n'en peut plus de contempler la destruction actuelle de la vie qui surgit dans les interactions de la pachamama.

Pierre Beaudet

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste

des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Source : Facebook 3 septembre 2019